

Un congrès pour rien ou pour changer vraiment ?

Sylvie Mayer

Je sais qu'il est un peu tard pour avoir une quelconque influence sur la rédaction de la base commune. Mais le calendrier de préparation du congrès ne nous a guère laissé le loisir de prendre le temps de réfléchir, d'échanger entre camarades en sections ou au niveau départemental.

Pour autant ma contribution s'appuie sur des échanges, des débats de longue date qui ont conduit la commission nationale économie sociale et solidaire du Pcf à rédiger-avec des acteurs de l'ESS non communistes- un « Manifeste pour une conception communiste de l'ESS ». Cette publication pas mal diffusée parmi les communistes, n'a fait l'objet d'aucun commentaire positif ou négatif de la part des dirigeants communistes. Et de manière général, notre travail, qui porte des innovations pour le parti, et se traduit par des initiatives, un bulletin « Cooper'actif » apprécié du monde de l'ESS, n'est ni commenté, ni débattu, ni validé. Si ce n'est à travers de notre travail bien solitaire, la politique du Pcf ne s'intéresse pas aux nouvelles façons de travailler, à ceux qui refusent le salariat et cherchent des formes d'emploi nouvelles, à ceux à qui l'on refuse la protection sociale via l'ubérisation, ou encore à ceux qui veulent transformer leur entreprise en coopérative. Des propositions telles que la sécurité sociale de l'alimentation circulent et sont de plus en plus reprises. Quelles réflexions du parti s'y intéressent ? Pourquoi refuse-t-on le débat avec ceux qui proposent de nouvelles formes de salariat ? On oppose un silence méprisant à toute innovation sociale et économique. Les groupes parlementaires font des propositions construites face aux lois proposées par le gouvernement et la majorité de droite. Pourquoi ne pas aller dans le même sens en dépassant les luttes syndicales contre les projets patronaux vers des luttes POUR des projets concrets comme la sécurité sociale de l'alimentation, ou le droit de préemption des salariés pour reprendre leur entreprise menacée de fermeture en coopérative? pourquoi ne pas encourager et soutenir les salariés qui veulent s'approprier leur entreprise ? Nous avons mis à disposition du parti une pétition pour ce droit de préemption des salariés en cas de vente de leur entreprise, un droit assorti des moyens de le rendre effectif, non seulement financièrement mais aussi en l'accompagnant de réforme des chambres consulaires uniquement dirigées par des patrons. Pourquoi cette pétition n'est elle pas reprise comme matériel pour tout le parti ?

Le dernier livre posthume de Lucien Sève analyse en profondeur tous les travaux théoriques récents qui s'intéressent au communisme. A partir de là, il nous invite à faire du communisme une matière vivante, présente, incarnée dans un parti véritablement communiste. Qu'attendons nous pour travailler cette matière, examiner ce qui est déjà du communisme, et construire dès aujourd'hui le communisme sans attendre un horizon fuyant ?